

Afrique : mobilisation sociale au Nigeria

dimanche 16 juin 2024, par [MARTIAL Paul](#) (Date de rédaction antérieure : 13 juin 2024).

Acculé par une grève générale massive, le gouvernement nigérian est obligé de négocier. Peut-être une amorce vers la remise en cause d'une politique libérale destructrice.



Crédit Photo. Bola Tinubu. Wikimedia commons / Nosa Asemota / Creative Commons Attribution-Share Alike 4.0

Un an après avoir été élu, avec un des scores les plus faibles de l'histoire du pays, Bola Tinubu s'est engagé dans une politique d'austérité particulièrement violente contre les populations. Des mesures applaudies par les institutions financières internationales en dépit de ses conséquences déléteres.

Credo libéral

Pour répondre à des années de crise économique, Tinubu emploie la manière forte. La première mesure est l'arrêt des subventions du carburant. Ainsi le prix de l'essence a été multiplié par trois entraînant la hausse des coûts de transport. Autre mesure, l'abandon du soutien à la monnaie nationale, le naira. Celui-ci a chuté de 70 % depuis un an nourrissant l'inflation. En effet, la quasi-totalité des denrées alimentaires et des médicaments sont importés, conséquence du choix des élites successives de tout miser sur l'exploitation pétrolière.

L'inflation a augmenté de 35 % et de bien plus pour certains produits. Ainsi le derika (bol doseur) de riz coûtait 500 nairas ; il en vaut désormais 1 200. Les populations pauvres ne font plus qu'un repas par jour. Quant aux mesures de soutien social pour les plus pauvres comme le versement d'allocations ou de denrées, elles restent insuffisantes et n'atteignent pas forcément les populations ciblées du fait de la corruption.

Cette politique de vérité des prix censée attirer les capitaux des investisseurs étrangers est loin d'être couronnée de succès. Les multinationales comme Procter & Gamble (USA), GSK (Royaume-Uni) ou Bayer (Allemagne) quittent le pays.

Évidemment les efforts exigés ne s'appliquent pas à tous. Ainsi les NigérianNEs ont eu la surprise d'apprendre que le président Tinubu, qui exhorte ses compatriotes aux efforts, a approuvé un supplément budgétaire permettant l'achat d'un yacht présidentiel et pour chaque sénateur une voiture de luxe.

Phase de négociation

Face à de telles attaques les deux organisations syndicales le Nigeria Labour Congress et le Trade Union Congress ont appelé à une grève générale illimitée à partir du lundi 3 juin.

Le pays s'est retrouvé paralysé forçant le gouvernement à ouvrir des négociations en continu pendant une semaine et à s'engager à ne sanctionner aucun gréviste. Les syndicats ont suspendu le mouvement pendant les discussions. Le gouvernement propose le doublement du salaire minimum soit 60 000 nairas (35 euros) alors que les syndicats revendiquent 494 000 nairas (300 euros).

Cette lutte peut sensiblement améliorer le rapport de force en faveur des populations comme l'indique la Socialist Workers League : « En ce moment charnière, nous appelons également les organisations de la société civile, les étudiants, les groupes communautaires et toutes les forces progressistes à soutenir le NLC et le TUC. Soyons solidaires, car notre force collective réside dans notre unité. Ensemble, nous pouvons construire une société qui garantit la justice sociale et économique pour tous. »

Paul Martial

P.-S.

- Hebdo L'Anticapitaliste - 712 (12/06/2024). Publié le Jeudi 13 juin 2024 à 12h00 : <https://lanticapitaliste.org/actualite/international/afrique-mobilisation-sociale-au-nigeria>